

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 1er septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HAUDECOEUR

60 RUE EMILE ZOLA

93120 La Courneuve

Références : UD95 – 2023 – 633
Code AIOT : 0006521945

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/08/2023 dans l'établissement HAUDECOEUR implanté 12 bis avenue du Noyer à la Malice à Louvres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a réalisé une inspection le 28 avril 2022 qui a conduit l'inspection a formulé 5 non-conformités, pour lesquelles des mesures correctives étaient attendues dans un délai de 3 mois. En l'absence de réponse l'exploitant, l'inspection a réalisé une nouvelle inspection inopinée le 31 août 2023 afin de vérifier si des mesures correctives avaient été mises en oeuvre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HAUDECOEUR
- ZAC de la Butte aux Bergers 12 bis avenue du Noyer à la Malice 95380 Louvres
- Code AIOT : 0006521945
- Régime : Enregistrement

La société Haudecoeur exploite sur la commune de Louvres un entrepôt logistique. La société Haudecoeur est un importateur industriel et distributeur de produits alimentaires secs (riz, des légumes secs, des fruits secs, des épices, des céréales et des produits orientaux).

Le site de Louvres est dédié au stockage des produits à destination de la grande distribution. Le site emploie 7 personnes de manière permanente et l'effectif monte à 20 personnes en période de forte charge.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente inspection du 28 avril 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Conformité au dossier (Positionnement des stockages)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Documents pour les secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Moyens incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'a pas mis en oeuvre de mesures correctives de nature à lever 4 des non-conformités de l'inspection précédente du 28 avril 2022.

L'inspection propose par conséquent de mettre en demeure l'exploitant de se remettre en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier (Positionnement des stockages)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1

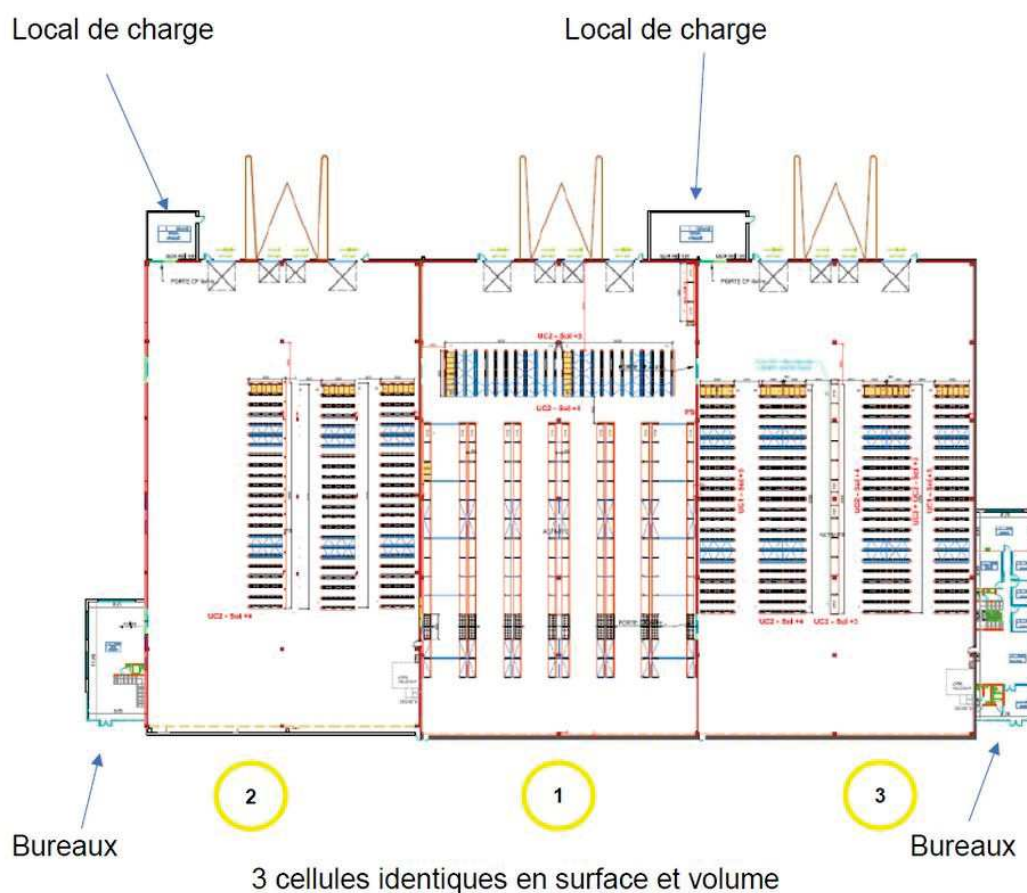
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité au dossier (Positionnement des stockages)

Point de contrôle déjà contrôlé:

- lors de la visite d'inspection du 28/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 09/08/2022

Prescription contrôlée:

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.



Constat de l'inspection du 28/04/2022 :

Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant a mis en place des stockages de produits en masses supplémentaires par rapport à ce qui est annoncé dans le dossier d'enregistrement au nord de la cellule nord et à l'ouest de la cellule sud.

Non-conformité n°1 : Contrairement aux dispositions de l'article 1.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, les conditions de stockage en exploitation ne sont pas conformes aux plans et documents joints au dossier d'enregistrement. L'exploitant doit redisposer ses stockages conformément à son dossier d'enregistrement ou porter à la connaissance du préfet les modifications des conditions de stockage conformément aux dispositions du R.512-46-23 du Code de l'environnement.

Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les stockages en masse vus lors de l'inspection du 28 avril 2022 étaient toujours en place. Il a été également constaté que sur la cellule située au nord du site, de nouveaux racks ont été installés pour densifier les stockages.

Par conséquent, la non-conformité n°1 de l'inspection précédente est maintenue :

Non-conformité n°1 : Contrairement aux dispositions de l'article 1.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, les conditions de stockage en exploitation ne sont pas conformes aux plans et documents joints au dossier d'enregistrement. L'exploitant doit redresser ses stockages conformément à son dossier d'enregistrement ou porter à la connaissance du préfet les modifications des conditions de stockage conformément aux dispositions du R.512-46-23 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 09/08/2022
Prescription contrôlée: <p>[...] Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>[...]</p> <p>-----</p> <p>Constat de l'inspection du 28/04/2022 :</p> <p><i>Lors de l'inspection, il a été constaté un stockage en vrac sur la cellule sud qui ne respectait pas la distance d'un mètre avec les parois. L'exploitant a indiqué qu'il allait faire décaler les barrières de protection implantées entre le mur et les stockages pour que la distance d'un mètre soit respectée.</i></p> <p><i>Non-conformité n°2 : Contrairement aux dispositions de l'article 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant stocke des matières en vrac à moins d'un mètre du mur de l'entrepôt.</i></p> <p>Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant ne fait pas de stockage en vrac au sens de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. L'exploitant réalise uniquement des stockages en masse et en rack.</p> <p>Pour rappel, la définition du stockage en vrac au sens de l'arrêté du 11 avril 2017 : "<i>Matières stockées en vrac : matières non conditionnées posées au sol, en tas, y compris les emballages.</i>" Dans l'entrepôt, les matières sont toujours conditionnées.</p> <p>L'interprétation de cette prescription lors de la précédente inspection était erronée. La non-conformité n°2 de l'inspection du 28 avril 2022 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Documents pour les secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Documents pour les secours
Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 09/08/2022
Prescription contrôlée: L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ----- Constat de l'inspection du 28/04/2022 : <i>L'exploitant a indiqué qu'il ne disposait pas de ces documents et n'a pas encore mis en place de moyens permettant de mettre à disposition des secours ces documents en cas d'incendie.</i> <i>L'exploitant a indiqué qu'il réalisera ces documents et prévoira l'ajout d'un espace pour mettre à dispositions ces documents en cas de sinistre.</i> <i>Non-conformité n°3 : Contrairement aux dispositions de l'article 3.5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas mis en place de solutions permettant de tenir à la disposition des secours des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie et des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.</i>
Constats : Lors de l'inspection, L'exploitant a indiqué ne pas disposer de ces documents pour pouvoir les mettre à disposition des secours en cas d'incendie. Par conséquent, la non-conformité n°3 de la précédente inspection est maintenue et renommée non-conformité n°2 : Non-conformité n°2 : Contrairement aux dispositions de l'article 3.5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas mis en place de solutions permettant de tenir à la disposition des secours des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie et des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 09/08/2022

Prescription contrôlée:

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; [...]

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. [...]

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

[...]

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. [...]

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

PJ n°22

Conclusion du D9 = 300 m³/h

Constat de l'inspection du 28/04/2022 :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des extincteurs daté du 9 septembre 2021.

Le contrôle des RIA a été fait le 24 novembre 2021.

Une formation aux extincteurs et RIA a été réalisé le 11 juin 2021.

En revanche, l'exploitant n'a pas présenté de contrôle des poteaux incendie. En inspection, plusieurs poteaux surpressés ont été vus sur le site. Un poteau bleu de DN 150 associé à une réserve de 240 m³ est également présent.

L'exploitant a indiqué qu'il fera réalisé un contrôle multipoteaux afin de démontrer la disponibilité du débit requis conforme au D9.

Non-conformité n°4 : Contrairement aux dispositions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 et au calcul D9 fourni dans le dossier d'enregistrement, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des justificatifs de la disponibilité effective des débits d'eaux d'extinction. L'exploitant devra transmettre un contrôle multi-poteaux démontrant l'atteinte du débit calculé dans le D9 (l'exploitant peut prendre en compte sa réserve d'eau).

Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le contrôle multipoteaux afin de démontrer la disponibilité du débit d'eau d'extinction requis conforme au calcul D9.

La non-conformité n°4 de la précédente inspection est maintenue et renommée en non-conformité n°3 :

Non-conformité n°3 : Contrairement aux dispositions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 et au calcul D9 fourni dans le dossier d'enregistrement, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des justificatifs de la disponibilité effective des débits d'eaux d'extinction. L'exploitant devra transmettre un contrôle multi-poteaux démontrant l'atteinte du débit calculé dans le D9 (l'exploitant peut prendre en compte sa réserve d'eau).

L'inspection note notamment que ce contrôle multi-poteaux demandé lors de la précédente inspection aurait aussi été intéressant pour le dossier d'enregistrement porté par la SCI Puisseux (filiale de la société Haudecoeur).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 09/08/2022
Prescription contrôlée: Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. ----- PJ n°23 Conclusion du D9A = 787 m ³ ----- PJ n°6 Le confinement des eaux se fera au niveau des quais. Une vanne de fermeture permettra de confiner les eaux d'extinction d'incendie. ----- Constat de l'inspection du 28/04/2022 : <i>Lors de la visite du site, il a été constaté qu'une pompe de relevage est présente en amont du bassin de tamponnement. Cette pompe de relevage est mise à l'arrêt en cas de détection incendie.</i> <i>L'eau serait alors confiné devant les portes de quais qui sont sur une pente permettant le confinement des eaux.</i> <i>L'exploitant a présenté le dispositif de contrôle de la pompe de relevage.</i> <i>Non-conformité n°5 : Contrairement à l'article 11 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, concernant la procédure de gestion des eaux en cas d'incendie, l'exploitant ne dispose pas de procédure relative à l'isolement du site. L'exploitant doit réaliser cette procédure.</i>
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir connaissance de procédure visant le confinement des eaux. Lors de la visite, au niveau de la pompe de relevage du site, l'inspection n'a pas constaté de nouvelle procédure. La non-conformité n°5 de la précédente inspection est maintenue et renommée non-conformité n°4 : Non-conformité n°4 : Contrairement à l'article 11 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, concernant la procédure de gestion des eaux en cas d'incendie, l'exploitant ne dispose pas de procédure relative à l'isolement du site. L'exploitant doit réaliser cette procédure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois